



Monsieur Gérard COLLOMB  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauveau  
75008 PARIS

Le Secrétaire général  
01 55 82 83 06  
cabsbg@cgt.fr

Montreuil, le 4 mai 2018

Monsieur le Ministre,

En marge du cortège syndical de la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> Mai, de violents et graves incidents ont eu lieu. Ce n'est pas la première fois que de tels actes sont commis. Depuis maintenant deux ans, la CGT alerte les autorités dont les préfets et les ministres de l'intérieur successifs (vous êtes le troisième) sur ces exactions dues à une minorité de personnes. Tout le monde a encore en tête les images du saccage de l'hôpital NECKER en juin 2016.

Ces individus sont une petite minorité mais ils procèdent toujours de la même façon et nous considérons qu'ils sont identifiables en amont du démarrage des défilés. Nous pensons qu'il est également possible de les isoler avant qu'ils ne s'organisent pour commettre leurs exactions.

Nous ne remettons pas en cause le travail des forces de l'ordre présentes sur le terrain. Ils sont les premiers exposés à cette violence tout comme le sont, il est bon de le rappeler, nos équipes encadrant les cortèges. Plusieurs d'entre eux sont également agressés, blessés, parfois grièvement occasionnant des hospitalisations.

Nous restons convaincus que ce sont les ordres transmis par la Préfecture qui sont la principale cause des débordements et de leurs conséquences, que nous vivons depuis plusieurs mois et qui ont pris des proportions plus conséquentes encore mardi dernier.

C'est flagrant à l'écoute des témoignages des principaux responsables syndicaux des forces de l'ordre. C'est également l'avis de nombreux journalistes présents sur place.

Pour preuve, mardi 1<sup>er</sup> mai, des centaines de manifestants, dont je faisais partie étant dans le carré de tête, se sont retrouvés bloqués sur le pont d'Austerlitz pendant près de 45 minutes. Face à eux, les affrontements entre les « casseurs » et la police, derrière eux un barrage de véhicules et des CRS empêchant tout repli. Je n'ose imaginer ce qui serait arrivé en cas de reflux des « casseurs » vers le pont. J'ai interpellé un capitaine de police pour qu'il fasse dégager le passage. Il m'a répondu « j'ai des ordres ». Certains de mes camarades, membres du service d'ordre de la CGT ont d'ailleurs été lourdement bousculés.

Face à ces réalités, il est inadmissible d'entendre les déclarations publiques du Préfet, puis les vôtres, affirmant que tout était prévu. Que doit-on déduire ?

Qu'est ce qui était prévu ?

Dans le même temps, nous refusons d'être associés ou de laisser penser que notre organisation aurait validé une quelconque décision avec le Préfet.

Je souhaite que toute la clarté soit faite sur l'ensemble des problèmes soulevés dans ce courrier.

Restant à votre disposition pour vous fournir des informations ou précisions que vous souhaiteriez,

Recevez, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.



**Philippe MARTINEZ**  
Secrétaire général de la CGT